



DE NON-OPPOSITION  
AVEC PRESCRIPTIONS  
A UNE DÉCLARATION PRÉALABLE  
DÉLIVRÉ PAR LE MAIRE AU NOM DE LA  
COMMUNE DE SOISY SUR ÉCOLE

DOSSIER DP N° 091 599 23 50027

<p><b>Déposé le 30/06/2023</b> <b>Complété le 20/07/2023</b></p> <p><b>Par : SAS EFFY ISOLATION</b></p> <p><b>Représentée par : Monsieur Yassine YACOUBI</b></p> <p><b>Demeurant : 6 rue de Bretagne, 38070 SAINT-QUENTIN-FALLAVIER</b></p> <p><b>Sur un terrain sis : 22 rue de la Bourgogne, 91840 SOISY-SUR-ÉCOLE</b></p> <p><b>Cadastré : B 1695</b></p> <p><b>Superficie du terrain : 419 m<sup>2</sup></b></p>	<p><b>Pour : Isolation thermique par l'extérieur d'une maison individuelle.</b></p> <p><i>Surface de plancher totale : néant</i> <i>Existante : néant</i> <i>Créée : néant</i> <i>Supprimée : néant</i> <i>Supprimée par changement de destination : néant</i></p> <p><b>Destination : Habitation</b></p>
--	---

**Le Maire,**

**Vu** le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L421-2, L421-6, L441-1 à L444-1 et R421-19 à R421-22,

**Vu** le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 22 juin 2015,

**Vu** la demande de déclaration préalable à la réalisation de constructions et travaux non soumis à permis de construire portant sur une maison individuelle et/ou ses annexes susvisée,

**Vu** le Plan Local d'Urbanisme approuvé en date du 22 juin 2015,

**Vu** la zone UB du Plan Local d'Urbanisme,

**Vu** l'avis de dépôt de la demande de déclaration préalable déposée en mairie de Soisy sur Ecole en date du 30 juin 2023 affiché le 04 juillet 2023,

**Vu** les pièces complémentaires réceptionnées en date du 20 juillet 2023,

**Vu** l'arrêté municipal n°2022-26 du 19 février 2022 portant délégation de signature et de fonction à Monsieur Franck LEFÈVRE, Maire-Adjoint, pour certains actes d'urbanisme,

## ARRÊTE

**Article 1 :** Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable susvisée pour le projet décrit dans la demande **sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées à l'article 2.**

**Article 2 :**

- Aucune baguette d'angle ne devra être visible.
- Les appuis de fenêtres devront être maçonnés, et d'une épaisseur équivalente aux appuis existantes et non réalisés avec une tablette aluminium.
- Les modénatures devront être conservées, refaites à l'identique
- La couverture viendra au droit de l'isolation, il n'y aura pas de cornière métallique au-dessus de l'isolant.

Affiché du : **21 JUL. 2023**

au : **21 SEP. 2023**

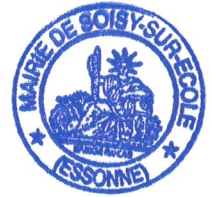
Transmis au contrôle de légalité le : **21 JUL. 2023**

Fait à Soisy sur Ecole,

Le 20 juillet 2023,

Le Maire, Laure CADOT

Et par délégation, Franck LEFÈVRE



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du code général des collectivités territoriales.

### INFORMATIONS - À LIRE ATTENTIVEMENT

**Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de réception.** A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

**Durée de validité de la déclaration préalable :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

**Le (ou les) bénéficiaire de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :**

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site Internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires de la déclaration préalable au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.  
- dans le délai de trois mois après la date de la déclaration préalable, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire de la déclaration préalable et de lui permettre de répondre à ses observations.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** Elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévu par la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 modifiée relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.